



Conférence d'Elie Cohen : Décrochage et rebond industriel (26 février 2015)

mercredi 22 juin 2016, par [COHEN](#)

Présentation de M.E. Cohen

E. Cohen est né en 1950 dans la belle ville de Meknès, il a fait un Doctorat de Sciences Economiques et de Sciences Politiques. Diplômé de l'IEP de Paris, directeur de recherche au CNRS, il participe à de nombreuses émissions « C'est dans l'air », France 5 etc... Membre du C.A.E de 1997 à 2012, de différents conseils d'administration, il contribue à l'Agence intellectuelle Telos (fondée par Z. Laïdi en 2005). « Elle regroupe des universitaires et des professionnels qui aspirent à répercuter sans esprit partisan les grands débats mondiaux dans un espace français livré aux passions hexagonales. Agence sans lien avec les partis ».

E. Cohen, spécialiste des questions industrielles pourchasse de longue date les impérities du modèle français. Les quelques titres ci-dessous vous permettent d'en juger : « L'Etat brancardier (1989) : politiques du déclin industriel (1974/1984) » ; « La tentation hexagonale (1996) : la souveraineté à l'épreuve de la mondialisation » ; « Changer de modèle » (2014) avec P. Aghion et G. Cette ; « Le décrochage industriel » (2014) avec P. A. Buigues.

M. Cohen a une grande constance dans ses thèses mais aussi un vrai sens de la formule et du contrepied. « Les discours sur la vertu de l'austérité n'ont qu'une vertu, donner le change aux keynésiens » (Telos, février 015).... Dénonçant régulièrement le keynésianisme primaire de nos élites (ce qui fait mal, car dans notre mémoire, il est synonyme de plus de pouvoir d'achat et de contrat social entre élites et population), dénonçant les incroyables erreurs de A. Montebourg.....voilà que plus récemment, il nous évoque l'après mondialisation, la nécessaire réinvention d'une politique industrielle...

« Finalement M. Cohen avec des analyses profondes et scientifiques sur nos maladies économiques françaises, seriez vous d'accord avec la phrase de B. Maris ? » « En tout cas, avec les économistes de gauche ou de droite, on ne rigole pas... C'est tellement emmerdant l'éco ! Faut reconnaître que c'est plus agréable de lire de la poésie »...

A ceux qui prétendent qu'Elie Cohen diffuse une science froide, citons le : « au total l'analyse conduit à un constat trivial : la politique économique est d'abord une politique conditionnée par les Institutions, les rapports de force, l'état d'organisation des groupes d'influence ». Nous voilà rassurés...

La conférence d'E. Cohen a croisé 2 questions : la France est-elle en train de devenir insignifiante ? (JDD avril 2014) mais aussi existe-t-il des raisons d'espérer un rebond ?

Du décrochage industriel et du mystère de la désindustrialisation française (Conférence E. Cohen)

La désindustrialisation française apparaît à priori comme un mystère... Au cours des 10 dernières années le pays connaît même un vrai décrochage industriel constaté à partir d'un matériau d'enquêtes et de statistiques. Rien ne semblait laisser prévoir une évolution aussi violente alors qu'après la 2e guerre mondiale, le pays s'était engagé dans une ré-industrialisation particulièrement réussie avec le développement d'outils originaux : planification indicative, grands programmes... Mais le tournant des années 70 révèle un début de décrochage qui ne va cesser de prendre de l'ampleur par la suite. Quelques chiffres permettent de mettre en exergue la violence de ce décrochage :

- stagnation depuis 20 ans de l'indice de la production industrielle - alors que de nombreuses activités apparaissent et que l'économie française s'est développée au cours des deux dernières décennies

- perte de 38 % de l'emploi industriel entre 1980 et 2008 soit 2 millions d'emplois (acier, biens d'équipement ...)

- perte de 40 % de parts de marché à l'exportation depuis 25 ans alors que

d'immenses continents/marchés se sont ouverts. La balance commerciale en produits industriels représente -2,2 % du PIB contre +11,2 % pour l'Allemagne !

- l'industrie pèse désormais seulement 12,6 % des richesses produites dans le pays contre 17,8 % en 2000. L'emploi dans le secteur manufacturier représente 9 % des effectifs ! Un petit pays industriel...

Il s'agit donc d'un véritable effondrement industriel. La France est aujourd'hui la 6ème puissance économique - mais n'est plus que la 10ème puissance industrielle, elle a perdu 5 places en 30 ans. Le déclin industriel est-il avéré ? Serait-ce une illusion ?

Observons déjà 3 manières de contester ce déclin

1. En disant que c'est un artefact statistique donc pas la réalité. Les outils statistiques rendraient compte d'une réalité qui n'est pas la réalité. En effet l'industrie d'aujourd'hui n'est pas l'industrie d'il y a 30 ans. L'usine d'hier concentrait de nombreuses activités (restauration, comptabilité, ménage...).

Nombre de ces activités sont désormais externalisées. Elles ne sont donc plus comptées comme des emplois industriels alors qu'elles relevaient des services

2. Autre forme de dénégration du décrochage industriel. Oui, il y a bien un décrochage industriel mais quel est le problème... ? On aurait pu dire la même chose de la « désagricolisation » - un signe de progrès économique... Certes la part de l'industrie dans la valeur ajoutée a baissé, mais ce qui compte c'est le volume de l'activité économique. Un parallèle peut être fait avec « la fin des paysans ».
3. Certes il y a une désindustrialisation, mais au fond c'est le cas de (presque) tous les pays sur la durée. La Chine elle-même se désindustrialise, donc quelle importance de ce décrochage industriel ?

Réponses à ces arguments

1. Argument de l'artefact statistique : la part de l'industrie baisse dans l'activité mais c'est un effet de composition statistique. C'est vrai pour une bonne part. L'activité industrielle est portée par des gains de productivité importants. Cette évolution conduit à la réduction de la part relative de l'activité dans l'économie. Les secteurs qui ont les plus gros gains de productivité voient leur part dans le PIB se réduire mécaniquement. Pourtant malgré les gains de productivité, certains pays voient la part de l'activité industrielle se maintenir voire même progresser.

2. Au cours des 30 dernières années s'est développé un processus d'externalisation (sous-traitance de nombreuses activités, maintenance, logistique, gestion des télécoms, des fluides industriels...). Les industriels se concentrent de plus en plus sur les tâches industrielles (reengineering). Mécaniquement la part de l'industrie baisse dans le PIB. La gestion se fait en flux tendus, on n'embauche en CDI que le noyau dur du salariat. Pour le reste, on a de plus en plus de recours à l'intérim, aux CDD... L'intérim industriel est quant à lui considéré comme une activité de services.

3. La France industrielle a une particularité : économie duale, poids des grandes entreprises supérieur à celui des PME. En somme : plus Renault est mondialisé, moins il pèse sur les statistiques nationales françaises (emplois, PIB).

La thèse de l'artefact statistique n'est pas forcément absurde, elle se défend bien. Néanmoins, quand on réfléchit aux performances de l'activité économique de la France, à son commerce, elle fait plus mal que ses voisins (italien, nordiques...). Sa balance commerciale est fortement dégradée. Or le rôle de l'industrie est fondamentalement important dans les échanges. 3/4 des produits échangés dans le monde sont issus de l'industrie. L'artefact statistique touche donc tous les pays. En somme, il s'agirait d'un déclin relatif : la désindustrialisation et délocalisation ne seraient pas des problèmes économiques mais plutôt des signes de développement économique. On retrouve la thèse évolutionniste : développement agricole, puis industriel, puis tertiaire. Plus on se développe, moins on a besoin d'industrie. Plus un pays se désindustrialise, plus il est dans une phase ascendante de croissance....

Des problèmes majeurs pourtant

1. Le commerce extérieur et 80 % de la recherche des entreprises se font dans le secteur industriel. L'industrie n'est pas séparée des services avancés et de la haute technologie. Pour le grand théoricien du commerce international J. Bhagwati : seuls les gens qui pratiquent le fétichisme de la marchandise s'attachent à l'industrie. Ce qui est important pour lui, ce sont les gains de productivité. Dans ce domaine, les USA, leader mondial des NTIC (IBM, ATT...) excellent. Les pays les plus performants en matière de commerce et de biens sont aussi les plus performants en matière de services. Un pays totalement désindustrialisé n'arrive pas à combler le déficit de sa balance courante.

2. En conséquence, la désindustrialisation est grave (déficit des balances courantes : Grèce, Portugal, Espagne). Un pays qui perd la compétence manufacturière ne peut pas briller dans les hautes technologies et dans les services avancés. S. Berger montre comment l'évidement de l'activité industrielle a un impact sur les services avancés et la High Tech.

Prenons le Smartphone (iPhone) : au début Apple concevait, faisait le marketing et la fabrication de son téléphone en Californie, puis la firme délocalise en Chine. Il y a une énigme Apple : comment fait-elle pour réussir la liaison entre conception, développement et fabrication ? On enquête, on va voir les gens d'Apple. Pourquoi faire fabriquer en Chine pour 1 % du coût ? En fait, la Chine est le seul pays au monde capable de s'engager à faire un produit en 4 semaines (6 millions d'unités avec des standards parfaits). Elle est capable de mobiliser de nombreux ingénieurs et ouvriers, faire de l'ingénierie, de la production rapidement. L'équipe de conception débarque en Chine pour savoir comment optimiser la fabrication et en améliorer le design pour ses futurs produits

3. La désindustrialisation est-elle générale ou concerne-t-elle juste la France ?

La Chine elle-même commence à connaître un processus de désindustrialisation. Mais pourquoi la France fait-elle plus mal que ses voisins ? Le Rapport Gallois pointe la dégradation de notre compétitivité. Observons « 5 suspects » :

- dérapage des coûts salariaux (surtout de façon relative). Certains économistes disent que ce n'est pas les coûts qui déterminent la compétitivité. Il existe une compétitivité hors coût (différenciation selon certains critères). Mais on ne peut pas imaginer un pays très performant en matière de compétitivité hors coût s'il n'est pas aussi performant en matière de compétitivité coût

- faiblesse du nombre d'exportateurs (2 fois moins qu'en Italie, 3 fois moins qu'en Allemagne). Pourquoi ? Notre structure économique est duale : poids historique des grandes entreprises et faiblesse relative des PME (différence avec l'Allemagne dont l'exportation est surtout celle des entreprises moyennes)

- pourquoi nos entreprises ne grossissent-elles pas ?

- effet de spécialisation lié à la construction européenne. P. Krugman en a formulé la thèse dès le début de l'intégration européenne. Cette dernière ne favorise pas la convergence économique mais renforce les spécialisations. La grande zone industrielle de l'Europe = DE + Nord. Les pays du Sud de l'Europe vont devenir encore moins industriels. Il y a un accroissement des polarisations à l'intérieur de l'Europe

- action des politiques macroéconomiques

Comment peut-on alors expliquer ce décrochage ?

Le traitement du sujet peut se faire à partir de quelques secteurs industriels étudiés en détail et voir pourquoi la France a décroché par rapport à ses concurrents. L'analyse commence à partir d'une échelle microéconomique. Un secteur où l'on était incontestablement excellent (aéronautique), un pour lequel on avait toutes les raisons d'être bon (agroalimentaire), un pour lequel nous étions remarquables il y a 30 ans mais disparu depuis (les télécoms) et l'automobile. Avec une échelle macroéconomique et comparative : comment 4 pays européens ont-ils évolué au cours des 20 dernières années (Suède, Allemagne, Italie, Royaume-Uni). Avec l'approche longitudinale (1945 à nos jours), on remarque que la situation française n'a pas toujours été détestable. 1945-74, très bonne ; 1974-84, on a erré ; 1974-2014, pas les résultats attendus.

1. Prenons l'exemple de l'industrie agroalimentaire (2ème exportateur mondial agricole). Pourquoi sommes-nous ridiculisés, dépassés par l'Allemagne et la Hollande ? La révolte des bonnets rouges bretons réclamant le droit de pouvoir circuler en Bretagne sans écotaxe, décrivait une économie de base agricole incroyablement sensible aux coûts des transports. C'est la conséquence du choix d'une économie agricole, productrice de commodités avec de très faibles marges. Les semaines précédentes avaient connues des faillites d'entreprises de transformation porcines... Le modèle s'est effondré. Pourquoi ? L'on produit des commodités agricoles en concurrence avec les pays émergents (Brésil pour le poulet). Des usines porcines sont développées au Danemark en Allemagne mais la France s'y refuse... On trouve des grands domaines de production agricole dans l'Est de l'Allemagne (pas de SMIC agricole, importation de main d'oeuvre, développement de grandes usines de production). Leur politique est cohérente, elle vise une production de masse à bas coût. La France a fait le choix d'une production de masse à bas coût mais sans les infrastructures - alors que l'on aurait pu changer le modèle de production. Le monde agricole resté prisonnier des anciens schémas de production bretons. La balance commerciale de l'agro-alimentaire déficitaire est sauvée par les fromages, le cognac et le champagne.

2. Qu'en est-il du secteur automobile ? En 2000, les grands dirigeants français disaient que l'industrie automobile britannique était morte. En 2014, les Anglais en ont produit et exporté plus que les Français... Dans les années 90, les anglais avaient de grosses difficultés dans ce secteur. Il est essentiel de produire sur le sol britannique des voitures de qualité avec un haut niveau de valeur ajoutée, que l'on peut exporter... Nissan, Peugeot, Ford, produisent sur le sol britannique. L'Angleterre a un excédent de balance courante automobile contrairement à la France. Au tournant de l'an 2000, Peugeot était l'entreprise la plus compétitive. Les coûts salariaux de l'industrie automobile française sont désormais trop élevés. Les salaires dans le secteur manufacturier sont au même niveau en Allemagne et en France. Il y a 10 ans, nous avions un avantage de coût de production de 10 % que nous avons perdu. Les niveaux de coûts sont à référer à des notions de gamme- d'un côté des Twingos, de l'autre des Mercedes SLK, l'heure ouvrée ne va pas rapporter autant. La France a une fiscalité sur le cycle de production représentant 32 milliards. Donc un double problème de coût salarial et de coût fiscal avec une différence de 10 points de taux de marge entre les entreprises allemandes et françaises. Au sortir moins d'investissement dans la recherche ! Pour le contenu en recherche des voitures de nos 2 pays, le rapport est 3 fois supérieur pour l'Allemagne. La gamme allemande est supérieure à la gamme française.

Y-a-t-il des raisons d'espérer ? Oui, l'automobile est en train de changer radicalement - ce qui contribue à rebattre les cartes assez rapidement. La voiture de demain sera une voiture connectée avec un système énergétique optimisé. La Silicon Valley s'intéresse à l'automobile

3. Quelle est la situation pour le secteur des télécoms et des technologies de l'information ? Le GSM (norme devenue universelle) a été inventé par un laboratoire français. Alcatel : une des premières entreprises mondiales dans les télécom. Mais 25 ans après, il n'y a plus le moindre objet télécom d'origine européenne. Siemens abandonne, Nokia a disparu. Les entreprises qui s'affirment sont les chinois Huawei et ZTE. Les grands européens en sont réduits à une situation précaire (Alcatel en faillite a gagé il y a 18 mois son portefeuille de brevets). Observons la capitalisation boursière des opérateurs. Les bénéfices accumulés par Apple (150 milliards de dollars) représentent 6 fois la valeur de France Télécom... Tous les opérateurs de télécoms ne représentent même pas la valorisation d'Apple. Ceux qui produisent les technologies, qui les opèrent, bâtissent des réseaux ne valent rien par rapport aux géants tels que Apple, Google, Amazon... L'Europe a fait le choix de la déréglementation des télécoms : avoir accès au meilleur prix, au service le plus large en démantelant les monopoles nationaux pour faire entrer de nouveaux concurrents. La libéralisation des télécoms, c'est 28 monopoles dans 28 pays - chacun d'eux cassés en 4. Aux USA, le monopole ATT a été cassé en 7, une échelle plus locale. La France est l'un des pays les moins chers dans le monde pour ce qui est des télécoms. Les services de télécoms ont vu leurs prix baisser de 14 % en 2012 alors qu'il faut construire des réseaux 4G/Fibre. On s'est rendu compte que quand il y a des monopoles naturels, il n'est pas besoin de créer une concurrence (USA)

Quelles sont les chances de rebond du secteur industriel ?

Raison en faveur de ce rebond : on termine une phase de mondialisation particulièrement propice aux pays émergents. L'immense classe moyenne qui se développe dans les pays émergents devient un formidable débouché pour les pays développés. On entre dans une phase moins destructrice et plus propice à la croissance. Les pays émergents deviennent des consommateurs. Citons aussi la révolution technologique du numérique (industrie 4.0) et une nouvelle industrie plus robotisée (imprimante 3D). Les technologies de la nouvelle production vont être à portée de main de toute une série de pays développés - corrigeant une partie des handicaps de l'industrie occidentale. La ré-industrialisation est possible (cf USA). Elle est basée sur 4 ou 5 points :

1. Renchérissement des entreprises chinoises et asiatiques
2. Fin de la crise financière et reprise du système du crédit
3. Gaz de schiste (révolution énergétique qui fait baisser le coût de nombreuses activités)
4. Attractivité du territoire américain (relocalisation d'entreprises aux USA)
5. Déréglementation sociale de certains États américains

Conclusion : on entre dans l'économie de la connaissance, transition vers l'économie créative comme la Suède qui a réformé sa fiscalité en allégeant celle du capital.

La conférence de E. Cohen fut suivie d'une tribune et de questions multiples. Tribune :

1. L'ouvrage "Changer de modèle" préconise un choc de croissance en Europe pour faciliter la réduction des déficits en France sans tomber dans le travers d'une politique pro-cyclique. Le rapport « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe » de J. Pisani-Ferry et H. Enderlein (remis aux ministres de l'économie français et allemand le 27 novembre 2014) propose le scénario suivant. L'Allemagne fixe un seuil minimum pour les investissements publics afin de préserver la valeur des biens publics dans son pays, créant de ce fait un choc de demande et permettant à la France d'accélérer les réformes structurelles nécessaires pour rebondir. Le ministre fédéral des finances a aussitôt opposé une fin de non-recevoir au rapport. L'Allemagne joue-t-elle le jeu avec sa politique d'austérité ?
2. Citons l'ouvrage « Le Décrochage industriel » (p. 195). « On ne peut célébrer le modèle allemand et vouer aux gémonies les réformes Schröder ». Les propositions Cohen en vue de flexibiliser le marché du travail en France ne pourraient-elles pas porter le titre « propositions Cohen-Schröder » ? Réponse affirmative d'Elie Cohen, d'où la question : Tient-on compte de la précarité qui s'est vite développée en Allemagne suite aux réformes Schröder ?
3. Dans votre dernier ouvrage (p.359), vous raillez les 34 plans industriels de A. de Montebourg. Souhaiteriez vous une reprise de l'interventionnisme étatique, un néo-colbertisme, avez vous changé votre diagnostic par rapport à la tentation hexagonale ? Seriez vous en route pour un patriotisme économique.... ?
4. NSA et pillage probable des clés de cryptage des communications mobiles des cartes SIM de Gemalto, rachat d'une partie d'Alstom, affaire Pechiney etc... Vous qui tracez le déclin français, considérez-vous que nous vivons une guerre économique... ?
5. Peur de la mondialisation, méfiance de la concurrence, refus des baisses salariales, du SMIC etc... Les français seraient-ils ringards ou simplement posséderaient-ils une conscience politique supérieure à la moyenne européenne, comprenant que la mondialisation n'est pas forcément heureuse...? Que le nouveau modèle proposé dans votre ouvrage collectif ne serait pas forcément inclusif...

Mars 2015

Notes de Gabriel Burgonse et Victor Pichon

Relues par les professeurs P. Lallemand et V. Mandelkow

Enregistrement de la conférence